

Canada, dans des formes parfois différentes, voudrait faire adopter. Il est significatif, par exemple, que les deux pays se retrouvent ensemble en ce moment au sein de quelques missions de paix de l'ONU (UNFICYP, UNMOGIP, UNTSO).

Finalement, c'est sur le plan stratégique que la position internationale du Danemark est peut-être la plus significative pour le Canada, en raison surtout du développement de la puissance navale de l'URSS. Dans l'hypothèse, en effet, d'un conflit limité entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie – seule possibilité «raisonnable» envisagée à l'heure actuelle – l'accès à l'Atlantique sera déterminant pour l'URSS. Si l'on tient pour acquis que le passage de la mer Baltique à la mer du Nord restera sous le contrôle du Danemark et des autres forces de l'OTAN, Mourmansk, plus au nord, est le seul port libre de glace à longueur d'année d'où l'URSS pourrait déployer sa flotte vers l'Atlantique. Or le passage vers l'Atlantique depuis Mourmansk ne peut se faire que de deux façons: à travers le détroit de Davis d'une part, (entre le Groenland et l'île de Baffin), ou, d'autre part, à travers une longue brèche qui comprend le détroit du Danemark (entre le Groenland et l'Islande), et les différents passages entre l'Islande et les Îles Far Oër (également sous contrôle danois), les Îles Shetland et l'Écosse. La mission des sous-marins soviétiques serait, outre de participer à des repréailles nucléaires, de forcer ces passages, d'ouvrir l'Atlantique aux forces stationnées à Mourmansk, et d'attacher les liaisons maritimes occidentales.

Le Danemark, par conséquent, par ses différents territoires, occupe une position stratégique dans l'Arctique et l'Atlantique du nord-est dont le Canada ne peut pas ne pas tenir compte dans l'évaluation globale qu'il fait de la place de ce pays dans sa diplomatie. Ces territoires deviendront encore plus significatifs pour le Canada dans la mesure où l'exploitation des ressources naturelles de l'Arctique entraînera un accroissement de la navigation commerciale dans cette région (tant en surface, d'ailleurs, que sous-marine). Or l'exploration des richesses énergétiques de l'Arctique vient à peine de commencer, et si elle n'est pas poursuivie par les Américains et les Canadiens, il est possible qu'elle intéresse au plus haut point les Européens et les Japonais, plus démunis de ce point de vue. Le Danemark, puissance arctique, et qui importe plus de 90 p. cent de son énergie, pourrait pousser en ce sens. À plus ou moins long terme la navigation commerciale entre l'Arctique et l'Atlantique est donc susceptible de prendre une signification stratégique nouvelle. Le Canada et le Danemark ont, de ce point de vue, une convergence évidente d'intérêts.

Le développement des relations bilatérales

En dépit de ces convergences, les relations bilatérales directes entre les deux pays ont

été lentes à se développer. La première mission diplomatique du Canada au Danemark ne fut ouverte qu'en 1946 sous la forme d'une légation placée sous la responsabilité d'un ministre résident, pour la première année, à Oslo. Il fallut attendre dix ans pour que les deux pays décident d'élever leur légation au rang d'ambassade. En 1956, le Danemark était alors le seul pays membre de l'OTAN auprès duquel le Canada n'était représenté que par un ministre. La mission elle-même du Canada à Copenhague fut toujours de taille modeste et partiellement tributaire des autres missions canadiennes en Europe. Ce n'est qu'en 1959, par exemple, qu'un conseiller commercial lui a été assigné en permanence. Actuellement l'ambassade compte quatre agents en résidence, mais l'attaché militaire réside encore à Oslo, et deux agents d'immigration couvrent le Danemark depuis Stockholm.

Enfin, les visites ministérielles n'ont guère été nombreuses entre les deux pays pendant un certain temps. La première visite officielle au Canada d'un ministre danois des affaires étrangères date de 1967, et monsieur Mitchell Sharp sera le premier chef de la diplomatie canadienne à se rendre à Copenhague en 1969. Depuis, cependant, les visites d'hommes politiques et de fonctionnaires se sont multipliées.

Sur le plan commercial, les échanges ont été jusqu'ici assez limités, bien que depuis peu ils aient tendance à s'accroître. Ils se caractérisent par un déficit canadien persistant au niveau des produits finis, (24 p. cent des exportations canadiennes vers le Danemark sont constituées de produits finis, contre 50 p. cent des exportations danoises vers le Canada). En 1976, les exportations canadiennes en direction du Danemark se chiffraient par 30 millions de dollars, et les importations en provenance du Danemark totalisaient 76 millions. Le Canada est d'ailleurs le deuxième marché en importance du Danemark en dehors de l'Europe après les États-Unis. De son côté, le Canada exporte surtout du charbon, de l'amiante, du saumon et de la machinerie. Il achète du Danemark des meubles, de la fourrure, du fromage et de la machinerie également. Dans l'ensemble des relations financières du Canada, le Danemark vient au 14^e rang pour les investissements étrangers au Canada (\$21 millions en 1974) et au 17^e rang pour les investissements canadiens à l'étranger (\$40 millions sur un total de 9 milliards de dollars). Depuis l'envoi à Copenhague d'une mission de coopération industrielle en 1975, le Canada cherche à améliorer la composition et l'importance de ses échanges économiques avec le Danemark. Déjà, un certain nombre de *joint ventures* ont vu le jour (par exemple dans les brasseries, l'industrie du bois, la construction navale). De plus, le Canada vient de vendre un *DASH-7* à Greenlândair, et deux autres appareils pourraient être achetés par la même compagnie. Enfin, le Canada espère vendre son *CANDU* au Danemark, et